

# Synthèse de la conjoncture économique de Wallis-et-Futuna en 2008

AGENCE DE MATA'UTU  
NUMERO 9  
Mars 2009

## Une économie soutenue par la consommation des ménages

### INTRODUCTION

L'activité économique à Wallis-et-Futuna a connu une évolution contrastée au cours de l'année 2008 : les trois premiers trimestres, s'inscrivant dans la continuité de 2007, conservent une orientation favorable tant au niveau de la consommation des ménages que de l'investissement des entreprises. En revanche, on observe un net ralentissement au cours du dernier trimestre ; les causes de cette inflexion peuvent être attribuées à plusieurs phénomènes : effet saisonnier dû aux congés scolaires et à l'absence temporaire du Territoire des actifs à plus fort pouvoir d'achat ; fermeture fin 2008 des deux cabinets de défiscalisation, outil qui a largement contribué depuis 2 ans à l'investissement des entreprises. Les effets de la crise financière internationale ont par contre été peu ressentis au niveau de l'économie locale, en raison de la forte composante non marchande de l'économie (75 % du produit intérieur brut).

Selon les dirigeants d'entreprises interrogés trimestriellement dans le cadre de l'enquête de conjoncture réalisée par l'IEOM, les augmentations du prix de l'énergie et des taxes sur les importations observées en 2008 ont pesé lourdement sur leur compte d'exploitation. Ils déplorent par ailleurs les conditions restrictives d'accès au crédit bancaire et ont fait part d'un ralentissement de leurs investissements au cours du dernier trimestre de l'année écoulée. Ils ne prévoient pas de redressement de leur activité pour le début d'année 2009 et comptent limiter leurs effectifs salariés.

Si la tonalité d'ensemble demeure positive sur l'ensemble de l'année, tous les indicateurs ne sont cependant pas orientés favorablement. L'inflation a repris et les augmentations successives des prix de l'énergie et des denrées alimentaires n'ont été que partiellement compensées par la revalorisation des salaires. Enfin, il convient de noter le recul des encours de crédit bancaire distribués aux particuliers comme aux entreprises ainsi que l'augmentation importante du nombre de personnes en situation d'interdiction bancaire, signe d'une plus grande vulnérabilité financière des ménages.

### ANALYSE DE LA DEMANDE INTERNE

#### LA CONSOMMATION DES MENAGES

La consommation des ménages est orientée à la hausse sur l'année 2008...

En 2008, le produit des taxes intérieures sur la consommation (taxes perçues sur la consommation d'alcool, de tabacs et d'hydrocarbure) s'établit à 449,6 millions de F CFP, en hausse de 3,5 % par rapport à 2007.

Révélat aussi un certain dynamisme de la consommation des ménages, les importations de biens d'équipement du foyer ont enregistré une forte augmentation sur l'année 2008, (+ 31,0 % en glissement annuel à 341,7 millions de F CFP), ce qui

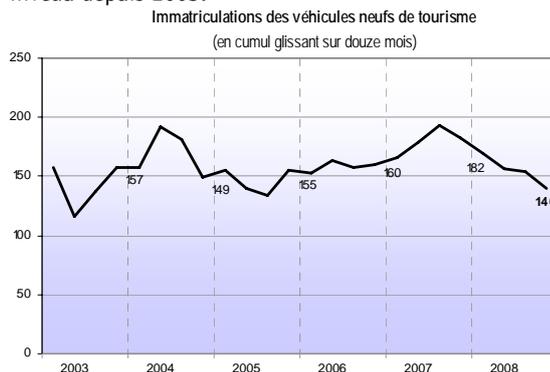
Par ailleurs, l'encours de crédits à la consommation des ménages, atteignant 1 milliard de F CFP au 31/12/2008, a augmenté de 2,6 % en un an, mais à un rythme beaucoup moins soutenu qu'en 2007 (+ 11 %).



Source : IEOM

Biens d'équipement du foyer : regroupent les importations de meubles, appareils électroménagers et hifi, articles de sport et jeux, matériel optique, photographique et horlogerie

On constate cependant une baisse du nombre d'immatriculations de véhicules neufs de tourisme : 140 immatriculations recensées en 2008, leur plus bas niveau depuis 2003.



Source : Service des contributions diverses

#### ...et leur épargne se rétracte...

Les avoirs des ménages enregistrent une baisse de 2,8 % en un an à 2 740 millions de F CFP, malgré une orientation à la hausse aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre 2008. Sur le dernier trimestre de l'année, leurs actifs financiers ont fléchi de 8,1 %. Cette détérioration concerne principalement les dépôts à vue de cette catégorie d'agent économique, avec -315 millions enregistrés sur l'année.

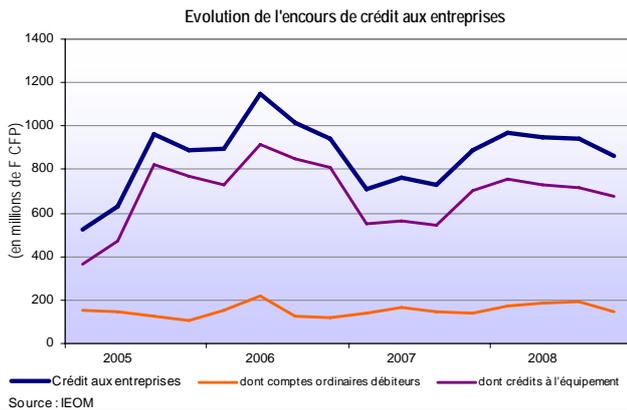
Ces tensions de trésorerie sont confirmées par l'augmentation du nombre d'interdits bancaires qui s'établit à fin décembre 2008 à 416 personnes physiques contre 360 à fin décembre 2007. Ainsi, 122 incidents de paiements sur chèques ont été déclarés en décembre 2008 contre 58 un an plus tôt.

## L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES

### Baisse des crédits aux entreprises et concentration sectorielle des risques...

L'encours de crédits à l'équipement des entreprises ressort à 676 millions de F CFP, en baisse de 4 % sur l'année, alors qu'une hausse de 7,2 % avait été observée au cours du premier trimestre. Les comptes ordinaires débiteurs enregistrent quant à eux une légère augmentation (+ 5%), mais ils ne représentent que 16,9 % de l'encours global de crédit aux entreprises.

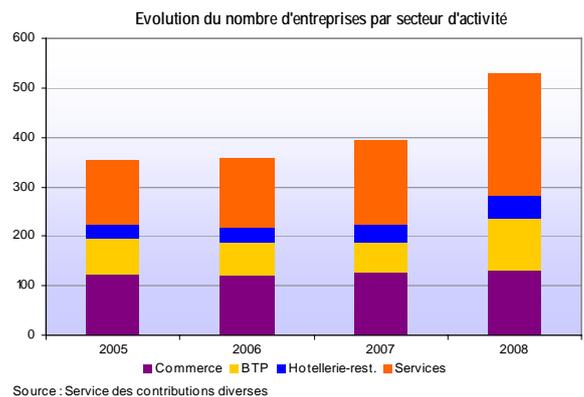
Les crédits et les engagements de financement se concentrent sur les secteurs du commerce et des services, qui regroupent à eux deux 83 % des engagements pris par les établissements de crédit en faveur des entreprises du Territoire.



### ...mais un essor de l'investissement lié à la défiscalisation

Dans un contexte de difficulté d'accès au crédit bancaire, le recours accru depuis fin 2007 au dispositif de défiscalisation pour aider au financement et au renouvellement des investissements des entreprises s'est nettement fait sentir. Ainsi, à fin décembre 2008, les immatriculations des véhicules utilitaires neufs s'élèvent à 118 unités, au même niveau qu'en 2007 (120), contre 46 immatriculations seulement en 2006.

En 2008, 527 entreprises se sont acquittées d'une patente, contre 394 un an plus tôt, le commerce et les services concentrant une nouvelle fois 72 % des patentés. L'activité économique réelle engendrée par ces nombreuses créations reste cependant à apprécier.



## LES INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES

### LE POUVOIR D'ACHAT DES MENAGES

#### Une revalorisation non homogène des salaires ...

Le SMIG a fait l'objet d'une augmentation de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2008 puis de 2,5 % au 1<sup>er</sup> septembre 2008, soit une hausse globale de 4,5 % sur l'année. Au 31/12/2008, il atteint ainsi 79 812 F CFP.

A contrario, le salaire minimum de base des agents permanents de l'administration, 105 297 F CFP au 01/01/2007, n'a subi aucune revalorisation depuis cette date.

#### ...et une hausse des prix plus prononcée qu'en 2007

A fin décembre 2008, l'indice général des prix à la consommation enregistre une progression de 2,7 % en glissement annuel, alors que l'inflation s'était maintenue à un niveau de 0,4 % pour l'année 2007. Il s'agit pour l'essentiel d'une hausse des prix des services d'hébergement (+ 24,3 %), des produits alimentaires (+ 6,2 %) et de l'électricité (+ 7 %). On observe cependant une baisse des prix au cours du dernier trimestre 2008 : -0,3 %.

Le différentiel entre l'inflation annuelle (+2,7 %) et l'augmentation des salaires (+ 4,5 %) semble être à l'avantage des ménages, mais cette hausse du pouvoir d'achat ne concerne que les employés du secteur privé (36 % des salariés) qui ont bénéficié de la revalorisation du SMIG.

### LA POPULATION ET L'EMPLOI

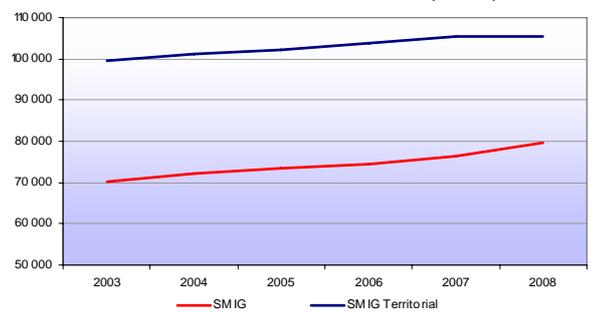
#### Une progression lente de l'emploi dans un contexte de baisse de la population

Les données provisoires établies par la CLR (Caisse Locale de Retraite) sur la base des cotisations versées montrent une faible progression de l'emploi : le Territoire compterait à fin 2008 1 944 salariés, + 1,7 % en un an.

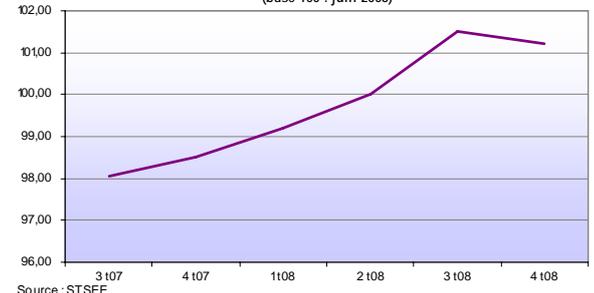
Les créations d'emploi concernent essentiellement le BTP (+ 45 salariés), alors que le commerce perd 22,8 % de ses effectifs. Le secteur public regroupe 54,5 % des emplois déclarés.

Le recensement général effectué en 2008 indique par ailleurs une baisse de la population de 1 460 habitants en 5 ans à 13 484 habitants, soit - 9,8 %. Ceci reflète entre autre la difficulté pour les jeunes actifs à trouver un emploi sur un marché restreint.

Evolution des salaires sur le Territoire (en F CFP)



Indice général des prix à la consommation (base 100 : juin 2008)



Emploi	2007	2008*	Variation 2008/2007
Secteur privé	688	694	0,9%
Industrie	88	99	12,5%
BTP	85	120	41,2%
Commerce	281	217	-22,8%
Services	193	219	13,5%
Employés de maison	41	39	-4,9%
Secteur public	1 057	1 060	0,3%
Administration territoriale	360	371	3,1%
Administration Etat	697	689	-1,1%
Secteur Divers	167	190	13,8%
<b>Total</b>	<b>1 912</b>	<b>1 944</b>	<b>1,7%</b>

\*chiffres provisoires  
Source : CLR-CCPF

## LES ECHANGES AVEC L'EXTERIEUR

### LA BALANCE COMMERCIALE

#### Une progression des importations ...

Les importations de l'année 2008, d'un montant global de 5 924 millions de F CFP, enregistrent une augmentation de 10,4 % en glissement annuel (après + 7,8 % entre 2006 et 2007).

L'approche sectorielle révèle des évolutions contrastées en valeur et donne quelques indications quant à l'effet volume :

- Les importations de biens intermédiaires, composées essentiellement de matériaux de construction, progressent de 21,6 % en valeur et de 16,3 % en volume, reflétant le dynamisme du secteur du BTP en 2008.
- Les biens d'équipement enregistrent une hausse de 16,7 % en valeur et de 10,4 % en volume, sous l'impulsion des équipements mécaniques (+ 60,6 % en valeur) destinés à l'activité des entreprises.
- Les produits pétroliers ont, dans un contexte de hausse des cours mondiaux du baril, progressé de 11,6 % en valeur mais de seulement 3,2 % en volume.
- Les produits alimentaires, bruts ou transformés, qui représentent à eux seuls le quart des importations en valeur, ont augmenté de 3,8 % en valeur et de 4,8 % en volume.

A noter que la Métropole reste le fournisseur de référence de l'archipel avec une hausse de 20 % en valeur par rapport à 2007 à 1,7 milliards de F CFP.

#### ...et des exportations toujours négligeables

Les exportations du territoire sont constituées de quelques flux ponctuels de trocarts et de produits artisanaux (colliers, portefeuille en écorce de mûriers, etc...). En 2008, le montant des exportations s'est établi à 6,6 millions de F CFP, en baisse de 3,1 % par rapport à 2007. En 2008 encore, le déficit commercial équivaut donc quasiment à la valeur des importations et le taux de couverture des importations par les exportations est proche de zéro.

\* Biens intermédiaires : regroupent les importations de produits minéraux (dont le ciment), les produits en bois, en caoutchouc ou plastiques, les métaux et produits métalliques, les composants électriques ou électroniques.

\* Biens d'équipement : regroupent les équipements mécaniques, électriques et électroniques, bateaux et motos.

### LE TRAFIC AERIEN

#### La progression du trafic aérien extérieur mais un fléchissement du trafic domestique

Malgré des tarifs aériens élevés, les flux avec l'extérieur ont progressé en 2008. Le trafic aérien international se caractérise par une hausse plus importante du nombre de vols (296 en 2008) que du nombre de passagers (26 868 en 2008), avec des augmentations respectives de 10,4 % et 5,2 %.

Concernant le trafic domestique, 1 258 vols ont été réalisés entre Wallis et Futuna (contre 1 222 en 2007), mais la liaison a été empruntée par seulement 12 868 voyageurs contre 13 153 un an plus tôt, soit une baisse de 2,2 %.

Le coût élevé des transports, dû à l'éloignement du Territoire et au monopole de la desserte, est pénalisant pour le développement de certains secteurs comme le tourisme et pour l'activité économique du Territoire en général.

## LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

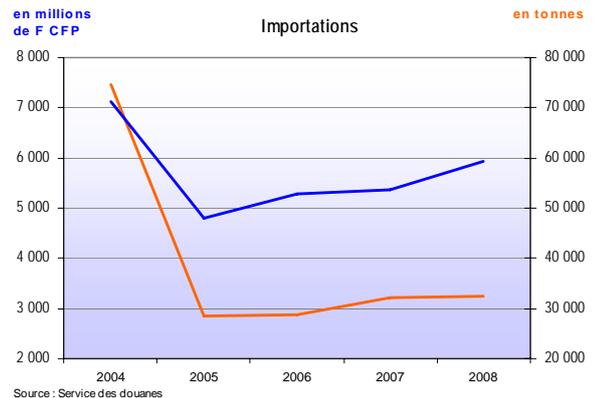
### LA CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

#### Des efforts maintenus de l'Etat pour le financement de l'économie locale

La contribution de l'Etat au financement de l'économie locale s'établit, fin 2008, à 12 milliards de F CFP, soit une hausse de 5 % par rapport à 2007. Le paiement du personnel d'Etat détaché à Wallis-et-Futuna représente 50 % de ces dépenses. Puis viennent les dépenses d'intervention pour près de 38 %, suivies des dépenses d'investissement (7,4 %) et enfin de fonctionnement (4,7 %).

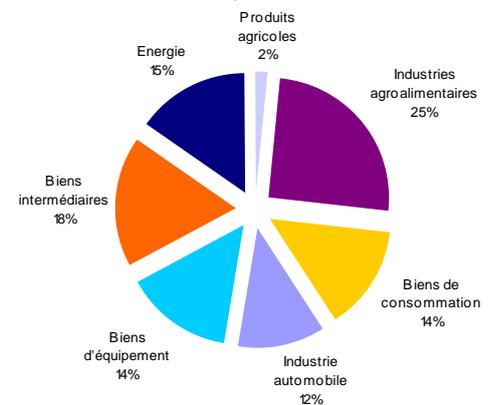
L'Etat cible ses efforts sur les dépenses d'investissement et d'intervention, avec des hausses respectives de + 11,6 % et + 8,6 % sur l'année, alors que les dépenses de fonctionnement ont reculé de 9,5 %. L'Etat a ainsi transféré 894 706 F CFP par habitant en 2008, dont 75 % ont été dédiés à l'éducation et à la santé.

\* Dépenses d'intervention : représentent les subventions versés par les différents Ministères, dont la subvention versée par le Secrétariat d'Etat à l'outre-mer à l'Agence de Santé.



Source : Service des douanes

#### Structure des importations en 2008 en valeur



### EVOLUTION DES TARIFS DE L'ENERGIE EN 2008

LES TARIFS DE L'ENERGIE ONT CONNU AU COURS DE L'ANNEE 2008 DES AUGMENTATIONS SUCCESSIVES, CONTRIBUANT A FRAGILISER LA TRESORERIE DES MENAGES ET DES ENTREPRISES : ALORS QU'AU 1ER JANVIER 2008 LE PRIX DU LITRE D'ESSENCE DISTRIBUE A LA POMPE ETAIT DE 163,4 F CFP, IL A ATTEINT 187,20 F CFP 12 MOIS PLUS TARD (+ 14,6 %). LE TARIF DE L'ELECTRICITE, DE PRODUCTION UNIQUEMENT THERMIQUE A CE JOUR, A CONNU UNE EVOLUTION DU MEME ORDRE, + 12,4 % SUR L'ANNEE, PORTANT LE PRIX MOYEN DU KWH CONSOMME A 80,33 F CFP.

LA REVISION TARIFAIRE DES HYDROCARBURES, PASSEE A UN RYTHME MENSUEL A COMPTER DU 1ER NOVEMBRE 2008, PERMET DE REPERCUTER PLUS RAPIDEMENT LES FLUCTUATIONS DU COURS DU BARIL AU CONSOMMATEUR. AINSI, AU 1ER FEVRIER 2009, LE LITRE D'ESSENCE EST VENDU A 144,9 F CFP, BAISSA QUI CONTRIBUERA CERTAINEMENT A RELANCER LA VENTE DES HYDROCARBURES ET A DETENDRE LES CHARGES D'EXPLOITATION DES ENTREPRENEURS.

## LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

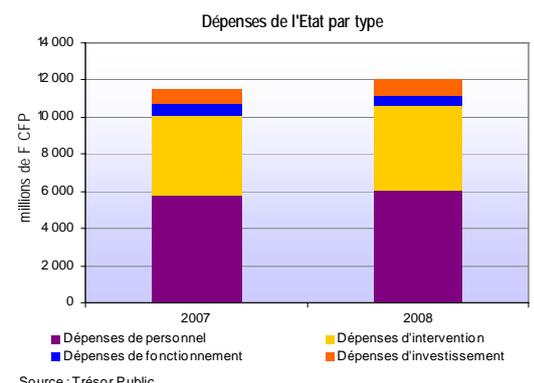
### LA CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

#### Des efforts maintenus de l'Etat pour le financement de l'économie locale

La contribution de l'Etat au financement de l'économie locale s'établit, fin 2008, à 12 milliards de F CFP, soit une hausse de 5 % par rapport à 2007. Le paiement du personnel d'Etat détaché à Wallis-et-Futuna représente 50 % de ces dépenses. Puis viennent les dépenses d'intervention pour près de 38 %, suivies des dépenses d'investissement (7,4 %) et enfin de fonctionnement (4,7 %).

L'Etat cible ses efforts sur les dépenses d'investissement et d'intervention, avec des hausses respectives de + 11,6 % et + 8,6 % sur l'année, alors que les dépenses de fonctionnement ont reculé de 9,5 %. L'Etat a ainsi transféré 894 706 F CFP par habitant en 2008, dont 75 % ont été dédiés à l'éducation et à la santé.

\* Dépenses d'intervention : représentent les subventions versés par les différents Ministères, dont la subvention versée par le Secrétariat d'Etat à l'outre-mer à l'Agence de Santé.



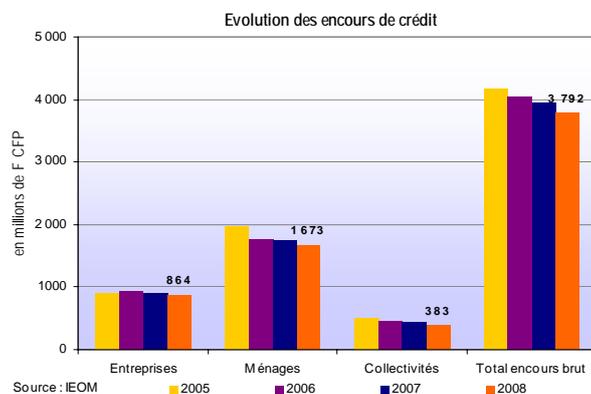
Source : Trésor Public

MATA'UTU  
Mars 2009

## LE FINANCEMENT BANCAIRE

### Un recul du financement bancaire...

Au 31 décembre 2008, l'encours de crédit brut s'établit à 3,8 milliards de F CFP, en recul de 3,7 % sur l'année. Ce repli affecte tous les types d'agents économiques : -2,8 % pour les entreprises, -3,4 % pour les ménages et -9,7 % pour les collectivités locales.



Ce recul est le résultat d'une faible progression des concours accordés dans la zone d'émission (+ 2,8 % en un an à 1,5 milliards de F CFP) alors que les concours accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission enregistrent une baisse de 7,3 % à 2,3 milliards de F CFP.

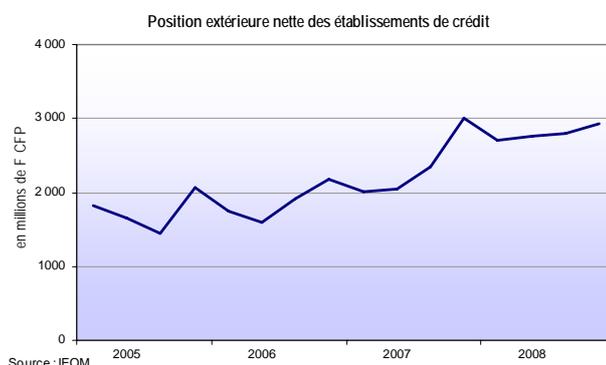
### ...et une masse monétaire quasi stable

La masse monétaire M3 se stabilise en 2008 à 6 milliards de F CFP, + 1,2 % par rapport à fin 2007, alors qu'elle avait enregistré une progression de 19,6 % l'année passée.

Cette quasi stagnation a pour cause une relative stabilité de M1 (-0,4 %) et une contraction de 8,8 % de M2 (comptes sur livrets), tandis que les dépôts à terme ont augmenté de 13,5 % à 1 milliard de F CFP.

### Une position extérieure nette excédentaire :

La position extérieure nette des établissements de crédit, différence entre leurs avoirs hors zone d'émission et leurs engagements hors zone d'émission, se maintient au même niveau qu'à fin 2007 à près de trois milliards de F CFP.



Note expresse

## CONCLUSION ET PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2009

*En 2008, la consommation des ménages a continué de tirer la croissance interne, mais de façon moins soutenue qu'en 2007. Le marché de l'emploi demeure étroit et la reprise de l'inflation en 2008, couplée à une revalorisation partielle des salaires, a pesé sur l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés. La vulnérabilité de trésorerie des ménages se fait davantage ressentir en fin d'année.*

*On a observé un dynamisme certain des ventes de véhicules, des importations de biens intermédiaires ainsi qu'une forte croissance du nombre d'entreprises. Il est difficile d'apprécier l'impact de la défiscalisation sur l'activité économique mais on peut cependant prévoir que, du fait de la fermeture des deux cabinets de défiscalisation fin 2008, le ralentissement de l'activité observé durant le dernier trimestre de l'année se poursuit. Les tensions observées sur les charges d'exploitation des entreprises devraient se relâcher avec la baisse depuis début 2009 du prix des carburants. Cependant, la dégradation de leur activité et les difficultés d'accès au crédit bancaire rendent les chefs d'entreprises pessimistes quant à l'évolution de leur activité pour l'année 2009.*

*L'ouverture prévue de l'antenne de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) durant l'année 2009 devrait aider à la création de micro-entreprises et permettre l'entrée dans la sphère de l'économie formelle de petites activités déjà existantes.*

*L'évolution de la conjoncture économique de Wallis-et-Futuna pour l'année 2009 dépendra en grande partie de la réalisation des investissements inscrits au IX- FED (travaux d'infrastructures du port de commerce de Mata'Utu et du port de pêche) et des crédits nouveaux qui seront distribués par l'ADIE avec l'appui de la SOGEFOM aux artisans et très petites entreprises du Territoire. De même, dans le cadre des chantiers de l'Etat pour la relance outre-mer, des travaux importants d'adduction d'eau potable à Wallis-et-Futuna et de réhabilitation du wharf de Leava à Futuna sont prévus pour 2009.*